

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20452]

**18 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/17bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé portant sur le protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19 en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 47/17bis inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 68 du 16 décembre 2020 insérant un article 47/17bis dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à la vaccination pour adultes contre la COVID-19;

Vu la proposition de protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19, en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins, de la Cellule wallonne COVID-19 et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, reçue le 3 février 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 février 2021 ;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> février 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 10 février 2021 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 10 février 2021 ;

Vu l'avis 68.808/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 février 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire et l'importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de vaccination puissent être prises;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la COVID-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge ;

Considérant que si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et la COVID-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit ;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière de vaccination puissent être prises ;

Considérant qu'il est prévu que la vaccination de la population adulte contre la COVID-19 a commencé début de l'année 2021 avec le personnel et les résidents dans les maisons de repos;

Considérant que la vaccination du public visé par la présente phase débutera dans le courant du mois de février 2021 ;

Considérant que les membres de la première ligne doivent être vaccinés au plus vite pour leur permettre d'intervenir auprès de la population en se protégeant afin d'assurer la continuité des soins et de l'aide ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Considérant la loi du 22 décembre 2020 portant diverses mesures relatives aux tests antigéniques rapides et concernant l'enregistrement et le traitement de données relatives aux vaccinations dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19, notamment

l'article 11 ;

Considérant l'arrêté royal du 24 décembre 2020 concernant l'enregistrement et le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19 ;

Considérant la décision de la Conférence Interministérielle du 3 décembre 2020 ;

Considérant que la vaccination est phasée, en tenant compte des doses disponibles ;

Considérant que des groupes prioritaires ont par conséquent dû être établis, et ce, en concertation avec chacune des entités et l'autorité fédérale ;

Considérant que dans la phase 1.a.4., la vaccination inclut tant les prestataires de soins visés par l'arrêté royal n° 78 que les professionnels de l'aide exposés au COVID-19 parce qu'exerçant leurs activités auprès des publics à risque ;

Considérant que les professionnels en contact avec ces publics à risque en première ligne sont également vaccinés en premier lieu dès lors qu'ils sont un vecteur d'infection pour les publics à risque et que la logique de la vaccination est de protéger l'ensemble des publics à risques dans la même phase ;

Considérant que le présent protocole contient également des éléments de contexte, dans un souci de lisibilité et de prévisibilité de la norme réglementaire ;

Considérant qu'il convient donc de vacciner ces membres de la première ligne ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le Gouvernement adopte le protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19 visé à l'article 47/17bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, repris à l'annexe au présent arrêté.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 3 février 2021.

**Art. 4.** La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/17bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé portant sur le protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19 en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins

« Protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19, en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins.

Les grands principes de la stratégie de vaccination belge contre la COVID-19 sont les suivants :

La Conférence Interministérielle Santé publique du 11 novembre 2020 a défini les grands principes qui sous-tendent la stratégie belge de vaccination :

- Objectif de couverture vaccinale de 70 % de la population ;
- Détermination des groupes prioritaires sur la base d'avis scientifiques ;
- Vaccination gratuite sur base volontaire pour chaque citoyen ;
- Cofinancement de l'ensemble du programme de vaccination par l'autorité fédérale et les entités fédérées.

Ces décisions sont conditionnées par les éléments suivants :

- Des campagnes de vaccination de masse, les vaccins étant fournis dans des flacons multidoses qui doivent être administrés le même jour ;

- La mise à disposition de la Belgique d'un ou de plusieurs vaccins efficaces et sûrs contre la COVID-19.

- La capacité du système de santé belge de distribuer et de vacciner progressivement et efficacement la population, les autorités de santé étant appuyées par la Task force interfédérale « vaccin COVID-19 » créée par la Conférence Interministérielle Santé publique le 16 novembre 2020, l'ensemble des structures de santé du pays dont Sciensano et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS). Le logiciel d'enregistrement Vaccinnet+ sera utilisé par toutes les entités fédérées à cette fin ;

- La volonté de surmonter, par la persuasion et la transparence, l'hésitation vaccinale et d'obtenir ainsi l'adhésion de la population à cette stratégie de santé publique.

La vaccination contre la COVID-19 concerne uniquement le public adulte (à partir 18 ans). Les enfants et les femmes enceintes ne sont, à ce stade, pas concernés, une disposition particulière étant prévue pour les femmes en âge de procréer (la vaccination est contre-indiquée pour les femmes enceintes sauf dans des cas particuliers où la situation l'impose strictement, sur base d'une analyse médicale). Une carte de vaccination pourra, le cas échéant, être délivrée à toute personne ayant bénéficié de la vaccination contre la COVID-19

Les phases de la vaccination et les publics priorités :

La Conférence interministérielle Santé publique a décidé le 3 décembre 2020, sur la base de la recommandation de la Task Force, d'approuver un « avis pour l'opérationnalisation de la Stratégie de vaccination COVID-19 pour la Belgique » qui suit l'avis des scientifiques du Conseil Supérieur de la Santé. Ce document prévoit de phaser l'accès des publics prioritaires au vaccin anti COVID-19.

La vaccination contre la COVID-19 est donc phasée en fonction de ces priorités.

Le quatrième groupe prioritaire identifié par la Conférence Interministérielle Santé publique dans la phase 1.a.4. vise la première ligne d'aide et de soins .

Le protocole développé dans ce document vise la phase 1.a.4. en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins. Les vaccins prévus d'être administrés dans cette phase sont le vaccin de Pfizer et celui de Moderna (vaccins de type mRNA) ainsi que le vaccin AstraZeneca (vaccin de type adénovirus) dont les recommandations d'administration sont connues lors de la rédaction de cette procédure. Le recours à un autre vaccin impliquera la production d'une recommandation d'administration spécifique par l'AFMPS.

Le protocole concerne :

- Les prestataires de soins visés par l'arrêté royal n° 78 en ce compris les secouristes-ambulanciers de l'aide médicale urgente.

- Les aides familiales, les aides ménagères sociales, les gardes à domicile (y compris pour les enfants malades) des services d'aide aux familles et aux aînés visés par les articles 219 et suivants du Code wallon décretaal de l'Action sociale et de la Santé,

- Les coordinateurs et coordinatrices des centres de coordination de l'aide et de soins à domicile visés par les articles 434 et suivants du même Code,

- Les membres des services visés à l'article 283 du même Code, pour ce qui concerne les services répit, d'aide à la vie journalière, d'aide précoce, d'accompagnement pour adultes, d'aide à l'intégration des jeunes handicapés, d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées, qui sont exposés ou risquent d'être exposés à des patients souffrant ou susceptibles de souffrir de la COVID-19,

- Les ostéopathes, les assistants en dentisterie y exerçant régulièrement leurs activités.

Procédure et flux de données pour la phase 1.a.4 :

Les vaccinations contre la COVID-19 qui sont administrées en région de langue française, sont enregistrées par la personne qui a administré le vaccin ou par son délégué.

Le médecin (qui reste le responsable final) ou l'infirmier qui administre ou supervise un vaccin contre la COVID-19, est tenu de s'enregistrer dans le registre Vaccinnet+ conformément au cadre légal existant.

Tous les vaccins contre la COVID-19 pour le public cible déterminé sont mis à la disposition des vaccinateurs par les autorités. Ils doivent être commandés dans le système de commande et d'enregistrement définis dans les « SOP » (Standard Operating Procedure) rédigés par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, selon les règles communiquées au préalable par les autorités.

Phasage des actions de la phase 1.a.4

A. Organisation conjointe de la distribution des vaccins Pfizer, Moderna et Astrazeneca par la Taskforce interfédérale et la Région wallonne

Dix-neuf Hubs hospitaliers répartis harmonieusement sur le territoire de la région de langue française dans des hôpitaux généraux disposant d'une capacité de réfrigération à -80°C pour les vaccins Pfizer sont désignés sur la base de leur capacité de stockage et de leur accord, ainsi que deux centres majeurs situés à Ronquières et à Bierset.

Les institutions Moderna disposent d'une capacité de réfrigération à -20° C.

Les institutions Astrazeneca disposent d'une capacité de réfrigération de 2 à 8° C

Le nombre total de vaccins à commander au Hub central est déterminé par la somme des membres du personnel de la première ligne de soins et d'aide.

Les pharmacies hospitalières des hubs Pfizer et les hubs centraux de Moderna et Astrazeneca distribuent les vaccins selon leur disponibilité dans les centres de vaccination pour cette phase 1.a.4. Ces centres de vaccination sont déterminés notamment sur base de critères géographiques et dont la liste est disponible sur le site de l'Agence wallonne pour une vie de qualité.

B. Opérationnalisation de la distribution des vaccins à mRNA de Pfizer et Moderna et du vaccin Astrazeneca

La commande, l'entreposage et la distribution de chaque vaccin se conforment aux procédures standardisées appelées « SOP » (Standard operating procedure) définies par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé.

C. Préparation du vaccin Pfizer

Le médecin vaccinateur, qui pratique ou coordonne la vaccination, se conforme aux SOP : il sort la fiole du frigo (2 à 8 °C), la met pendant 30 minutes à température ambiante et, endéans les 2 heures, reconstitue chaque fiole de vaccin (dilution avec 1,8 ml de sérum physiologique), la fiole diluée permettant 6 vaccinations de 0.3 ml.

La validité du vaccin dilué est de 6 heures à une température de 2 à 30 °C.

D. Préparation du vaccin Moderna

Le médecin vaccinateur, qui pratique ou coordonne la vaccination, se conforme aux SOP : il sort la fiole du frigo (2 à 8 °C), la met pendant 15 minutes à température ambiante et, endéans les 12 heures, commence la vaccination.

Aucune dilution n'est nécessaire, chaque fiole de 5 ml permettant 10 vaccinations de 0.5 ml.

Une fois percée, la fiole doit être utilisée endéans les 6 heures. Une fois puisé dans une seringue, le vaccin doit être utilisé immédiatement. Le vaccin Moderna, une fois décongelé, est fragile, il ne peut pas être secoué.

E. Préparation du vaccin Astrazeneca

Le médecin vaccinateur, qui pratique ou coordonne la vaccination, se conforme aux SOP : il sort la fiole du frigo (2 à 8 °C) et, endéans les 6 heures, pratique la vaccination. Aucune dilution n'est nécessaire, chaque fiole de 5 ml permettant 10 vaccinations de 0.5 ml.

Une fois puisé dans une seringue, le vaccin doit être utilisé immédiatement.

F. Organisation de la vaccination dans les centres de vaccination

Le médecin du destinataire final, qui pratique ou coordonne la vaccination, se conforme aux SOP du vaccin à administrer.

Le candidat à vacciner se présente au centre de vaccination qui lui a été désigné muni du code de vaccination et porte un masque chirurgical, se désinfecte les mains et respecte les gestes barrière.

Le médecin vaccinateur a préalablement informé le candidat à vacciner et recueilli son consentement conformément aux SOP.

Le nombre de candidats désireux de se faire vacciner est transmis préalablement, en respectant les délais prévus par les SOP, au Hub hospitalier auquel le centre de vaccination est rattaché.

La liste du mobilier, matériel informatique et médical est validée par les médecins en charge de la vaccination au sein du centre de vaccination avant le début de la vaccination (voir l'annexe a).

La gestion administrative et l'anamnèse médicale portant essentiellement sur les contre-indications potentielles et risques allergiques précèdent l'injection qui se fera par voie intramusculaire. Suit une surveillance de 15 à 30 minutes dans un local permettant les mesures de distanciation sociale, sous surveillance des risque allergiques.

L'encodage des données de vaccination dans Vaccinnet+, conformément au cadre légal existant, est suivi de la fixation du rendez-vous pour l'injection de la deuxième dose de vaccin conformément aux SOP pour chacun des vaccins.

G. Lieux de vaccination

La vaccination aura lieu dans le centre de vaccination qui est attribué au candidat à vacciner par l'outil de réservation de rendez-vous sur base du code postal du domicile du candidat à vacciner.

H. Invitation

Le candidat à vacciner se connecte à l'outil de réservation de rendez-vous après y avoir été invité par courrier postal couplé d'une invitation par courrier électronique ou par SMS lorsque cette information est disponible.

L'invitation comporte le code lui permettant de bénéficier de la vaccination ainsi que deux lieux de vaccination prédéfinis sur base du code postal de son domicile.

Le candidat sélectionne via l'outil de réservation de rendez-vous le lieu ainsi que les dates et heures de sa vaccination.

S'il ne donne pas suite à l'invitation, le candidat est renvoyé aux phases suivantes 1B ou 2 de la campagne de vaccination.

I. Communication et le type d'évaluation :

Une communication générale sur la COVID-19, la vaccination et le processus de vaccination est rendue accessible préalablement aux prestataires de soins de la première ligne de soins et de l'aide. Cette communication consiste notamment dans :

- la création de supports visuels d'information et/ou de soutien au dialogue entre l'employeur ou la fédération ou le groupement de prestataires et leurs employés ou membres ;
- le site COVID de l'AVIQ, dont la mise à disposition d'une FAQ à destination des professionnels ;
- l'organisation de webinaires et la gestion des questions qui y sont développées.

Annexe a : Liste du matériel et des médicaments exigés par la SOP - Vaccination :

A. Equipements de base :

- Salle d'attente permettant la distanciation sociale et affichage des contre-indications
- Gel hydroalcoolique
- Salle de vaccination :
  - o Tensiomètre
  - o Stéthoscope
- Réfrigérateur pour médicaments pour la conservation des médicaments entre 2 et 8 degrés, avec enregistreur de température calibré ou thermomètre permettant 2 prises de température par jour, frigo ou local sous clef
- Des poubelles et sacs poubelle pour les déchets B1
- Des poubelles pour déchets B2, flacons de vaccination vides, seringues et aiguilles
- Salle de vaccination suffisamment grande pour 2 personnes et aérée
- 2 tables et 4 chaises au minimum (avec une distance suffisante)
- Eau courante pour se laver les mains
- Possibilité de garantir la protection de la vie privée
- Chariot de soin avec solutions hydroalcooliques, lingettes et désinfectant de surface
- Salle d'attente de sortie permettant une surveillance de 15 minutes et la distanciation sociale

B. Equipements informatiques :

- Au minimum 1 Pc, 1 lecteur EID, 1 lecteur de code barre et QR Code, 1 imprimante
- Connexion WiFi si possible, code WiFi disponible
- Accès au logiciel de vaccination « Vaccinnet+ »

C. Equipements de protection du personnel :

- Masque chirurgical
- Gants
- Optionnel : Surblouse, Lunettes de protection ou visière

D. Equipement pour préparation et administration du vaccin

- Seringue de 3 ml, graduée par 0,1 ml et Aiguille pousseuse 18 G, ampoules de NaCl 0.9% pour la dilution du vaccin
- Seringue de 1 ml, graduée par 0,1 ml et aiguille d'injection 23 ou 25 gauge,
- Compresses,
- Tampons alcoolisés pour désinfecter le flacon sparadrapp individuel

E. Equipements à destination des patients :

- Kit anaphylaxie et allergie comprenant au minimum 2 ampoules d'adrénaline 1 mg/1 ml, 2 seringues de 1 ml gradués par 0,1 ml, 2 aiguilles 18 G, 2 aiguilles 21 G, 2 aiguilles 23 G,
- Ampoule de Solumédrol
- Des comprimés antihistaminiques.
- Boissons sucrées.
- Un saturomètre (oxymètre de pouls)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 47/17bis du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé portant sur le protocole de mise en œuvre de la phase 1.a.4. du programme de vaccination pour adultes contre la COVID-19 en ce qui concerne la première ligne d'aide et de soins.

Namur, le 18 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20452]

**18 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/17bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot het protocol voor de uitvoering van fase 1.a.4 van het COVID 19-vaccinatieprogramma voor volwassenen wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 47/17bis ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 68 van 16 december 2020 tot invoeging van een artikel 47/17bis in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot de vaccinatie van volwassenen tegen COVID-19;

Gelet op het voorstel voor een protocol tot uitvoering van fase 1.a.4. van het COVID 19-vaccinatieprogramma voor volwassenen wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg, van de Waalse cel COVID-19 en het Waals Agentschap van Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen, ontvangen op 3 februari 2021 januari 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 februari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 2021;

Gelet op het rapport opgesteld op 1 februari 2021 overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 10 februari 2021 en het overleg in het intra-Franstalige ministerieel comité voor overleg van 10 februari 2021;

Gelet op het advies 68.808/4 van de Raad van State, gegeven op 10 februari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheidscrisis en het vitale belang voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige maatregelen inzake vaccinatie kunnen worden genomen;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat COVID-19 nog steeds circuleert op Europees en Belgisch grondgebied;

Overwegende dat, hoewel de gunstige ontwikkelingen het mogelijk hebben gemaakt de algemene beperkingen die aan de bevolking worden opgelegd te beperken, sommige daarvan nog steeds bestaan en dat COVID-19 nog steeds een groot gezondheidsrisico van uitzonderlijke en ongekende aard vormt;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en om de heropleving van de pandemie in verband met COVID-19 te voorkomen, dat de nodige vaccinatiemaatregelen kunnen worden genomen;

Overwegende dat de vaccinatie van de volwassen bevolking tegen COVID-19 begin 2021 van start is gegaan met het personeel en de bewoners in de rusthuizen

Overwegende dat de vaccinatie van het publiek waarop de huidige fase betrekking heeft, in de loop van de maand februari 2021 zal beginnen;

Overwegende dat de leden van de eerste lijn zo spoedig mogelijk moeten worden gevaccineerd om hen in staat te stellen bij de bevolking in te grijpen door zichzelf te beschermen, teneinde de continuïteit van de zorg- en hulpverlening te waarborgen ;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is”.

Gelet op de wet van 22 december 2020 houdende diverse maatregelen met betrekking tot snelle antigeentesten en de registratie en verwerking van gegevens betreffende vaccinaties in het kader van de strijd tegen de COVID-19-pandemie, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 2020 betreffende de registratie en de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19;

Gelet op de beslissing van de interministeriële conferentie van 3 december 2020;

Overwegende dat de vaccinatie gefaseerd is, rekening houdend met de beschikbare dosissen;

Overwegende dat er bijgevolg prioritaire groepen vastgesteld moesten worden, in overleg met elk deelgebied en de federale overheid;

Overwegende dat de vaccinatie in fase 1.a.4. zowel betrekking heeft op zorgverleners die onder koninklijk besluit nr. 78 vallen als op beroepsbeoefenaars in de hulpverlening die door hun activiteiten met risicogroepen aan COVID-19 worden blootgesteld;

Overwegende dat beroepsbeoefenaars die in de eerstelijns met deze risicogroepen in contact komen, ook in eerste instantie worden gevaccineerd, aangezien zij een infectiedrager voor risicogroepen zijn en dat de logica van vaccinatie is alle risicogroepen in dezelfde fase te beschermen;

Overwegende dat dit protocol ook contextuele elementen bevat, in het belang van de leesbaarheid en de voorspelbaarheid van de regelgevingsnorm

Overwegende dat deze leden van de eerste lijn gevaccineerd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** De Regering neemt het protocol aan voor de uitvoering van fase 1.a.4, wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg van het COVID 19-vaccinatieprogramma voor volwassenen bedoeld in artikel 47/17bis van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, vermeld in bijlage bij dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 3 februari 2021.

**Art. 4.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 februari 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/17bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot het protocol voor de uitvoering van fase 1.a.4 van het COVID 19-vaccinatieprogramma voor volwassenen wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg

“Protocol voor de uitvoering van fase 1.a.4 van het vaccinatieprogramma voor volwassenen tegen COVID-19, wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg.

De hoofdbeginselen van de Belgische vaccinatiestrategie tegen COVID-19 zijn de volgende:

De Interministeriële Conferentie Volksgezondheid van 11 november 2020 heeft de hoofdbeginselen vastgesteld, onderliggend aan de Belgische vaccinatiestrategie:

- Vaccinale dekking met een doel van 70 % van de bevolking;
- Bepalen van de prioritaire groepen op grond van wetenschappelijke adviezen;
- Kosteloze vaccinatie op vrijwillige basis voor elke burger;
- Medefinanciering van het gezamenlijk vaccinatieprogramma door de federale overheid en de deelgebieden.

Deze beslissingen zijn verbonden aan volgende voorwaarden en gegevens:

- Massieve vaccinatiecampagnes waarbij de vaccins geleverd worden in meerdosisflacons, dezelfde dag toe te dienen;

- België één of meerdere doeltreffende en veilige vaccins tegen COVID-19 ter beschikking stellen.

- De capaciteit van het Belgisch gezondheidssysteem voor de geleidelijke en doeltreffende verdeling en de vaccinatie van de bevolking, waarbij de autoriteiten voor volksgezondheid ondersteund worden door de interfederale Task force “vaccin COVID-19”, op 16 november 2020 opgericht door de Interministeriële conferentie Volksgezondheid, de gezamenlijke gezondheidsstructuren van het land waaronder Sciensano en het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten (FAGG). Daartoe wordt de registratiesoftware Vaccinet+ door alle deelgebieden gebruikt.

- De wil om door overtuigingskracht en transparantie de terughoudendheid tegenover het vaccin te overwinnen en er zo voor te zorgen dat de bevolking deze strategie inzake volksgezondheid onderschrijft.

De vaccinatie tegen COVID-19 betreft enkel het volwassen publiek (vanaf 18 jaar). Kinderen en zwangere vrouwen worden in dit stadium nog niet bediend, er wordt in een bijzondere bepaling voorzien voor vrouwen in de vruchtbare leeftijd (er bestaan contra-indicaties voor zwangere vrouwen, behalve in bijzondere gevallen waarin de toestand dit, op grond van een medische analyse, strikt vereist). Er zal, in voorkomend geval, een vaccinatiekaart kunnen worden uitgereikt aan iedere persoon die de vaccinatie tegen COVID-19 gekregen heeft.

Vaccinatiefases en prioritair verklaarde doelgroepen:

De Interministeriële Conferentie Volksgezondheid heeft op 3 december 2020 op grond van de aanbeveling van de Task Force beslist een “advies voor de operationalisering van de vaccinatiestrategie tegen COVID-19 voor België” goed te keuren, dat gevolg geeft aan het advies van de wetenschappers van de Hoge Gezondheidsraad. Dat document voorziet in een gefaseerde toegang van de prioritair verklaarde doelgroepen tot het COVID-19-vaccin.

De COVID-19-vaccinatie wordt dus gefaseerd in functie van deze prioriteiten.

De vierde groep die als prioritair gelabeld wordt door de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid in fase 1.a.4 richt zich tot de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg.

Het in bedoeld document ontwikkelde protocol beoogt uitsluitend fase 1.a.4, wat betreft de eerstelijns hulp en eerstelijnszorg. De vaccins die in deze fase toegediend moeten worden zijn het Pfizer-vaccin en het Moderna-vaccin (vaccins van het type mRNA), evenals het AstraZeneca-vaccin (vaccin van het type adenovirus), waarvan de toedieningsaanbevelingen bij het uitschrijven van deze procedure gekend zijn. Het gebruik van een ander vaccin houdt in, dat er een specifieke toedieningsaanbeveling wordt uitgevaardigd door het FAGG.

Het protocol heeft betrekking op:

- De zorgverstrekkers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 78, met inbegrip van de hulpverleners-ambulanciers van de dringende medische hulp.

- De gezinshelp(st)ers, de sociale gezinshelp(st)ers, de thuisoppassers (voor zieke kinderen inbegrepen), de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen bedoeld bij de artikelen 219 en volgende van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, decreetgevend deel.

- De coördinatoren (m/v) van de centra voor de coördinatie van thuishulp en thuiszorg, bedoeld bij de artikelen 434 en volgende van hetzelfde Wetboek.

- De leden van de diensten bedoeld in artikel 283 van hetzelfde Wetboek, voor wat betreft de diensten respijtzorg, hulp aan de activiteiten van het dagelijkse leven, vroegtijdige hulpverlening, begeleiding voor volwassenen, inschakeling in het arbeidscircuit van gehandicapte jongeren, begeleidingsdiensten voor gezinsopvang voor gehandicapte personen, die blootgesteld worden of dreigen te worden aan patiënten die zouden kunnen lijden aan COVID-19.

- De osteopaten, de tandartsassistenten met regelmatige uitoefening van hun activiteiten in eerstelijnszorg en eerstelijnszorg.

Procedure en gegevensstroom voor fase 1.a.4:

De vaccinaties tegen COVID-19 die in het Franse taalgebied worden toegediend, worden geregistreerd door de persoon die het vaccin heeft toegediend, of door diens gemachtigde.

De arts (die eindverantwoordelijke blijft) of de verpleegkundige die een vaccin tegen COVID-19 toedient of met het toezicht belast is, dient zich overeenkomstig het bestaand wettelijk kader te registreren in het register Vaccinet+.

Alle COVID-19-vaccins voor de vastgelegde doelgroep worden door de overheden ter beschikking gesteld van de vaccinatoren. Ze moeten besteld worden in het bestel- en registratiesysteem bepaald in de SOP (Standard operating procedures), opgesteld door het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten, volgens de regels die de overheden voorafgaandelijk hebben medegedeeld.

Fasering van de acties in fase 1.a.4

A. Gezamenlijke organisatie van de verdeling van de Pfizer-, Moderna- en Astrazeneca-vaccins door de interfederale Taskforce en het Waals Gewest

Negentien ziekenhuishubs, gelijkelijk verspreid over het grondgebied van het Franse taalgebied in algemene ziekenhuizen die voor de Pfizer-vaccins over een koelcapaciteit op  $-80^{\circ}\text{C}$  beschikken, worden op grond van hun opslagcapaciteit en met hun instemming aangewezen, evenals twee hoofdcentra in Ronquières en Bierset.

De Moderna-instellingen beschikken over een koelcapaciteit op  $-20^{\circ}\text{C}$ .

De Astrazeneca-instellingen beschikken over een koelcapaciteit op  $2$  tot  $8^{\circ}\text{C}$ .

Het totaal aantal vaccins dat bij de centrale Hub besteld moet worden, wordt bepaald door de som van de personeelsleden in de eerstelijnszorg en de eerstelijnszorg.

De ziekenhuisapotheken in de Pfizer-hubs en de centrale hubs voor Moderna en Astrazeneca verdelen de vaccins, volgens hun beschikbaarheid, in de vaccinatiecentra voor deze fase 1.a.4. Deze vaccinatiecentra worden onder andere bepaald op grond van de geografische criteria, waarbij de lijst ervan beschikbaar is op de website van het "Agence wallonne pour une vie de qualité".

B. Operationele ontplooiing van de verdeling van de mRNA-vaccins van Pfizer en Moderna en van het Astrazeneca-vaccin

De bestelling, de opslag en de verdeling van elk vaccin beantwoorden aan de "standard operating procedures" (SOP), vastgelegd door het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

C. Voorbereiding van het Pfizer-vaccin

De vaccinerende arts die de vaccinatie uitvoert of coördineert neemt de SOP's over: het vaccin flesje wordt door hem uit de koelkast gehaald ( $2$  tot  $8^{\circ}\text{C}$ ), wordt 30 minuten aan kamertemperatuur blootgesteld en elk vaccin flesje (oplossing met 1.8 ml fysiologisch water) wordt binnen de 2 uur opnieuw samengesteld, met het opgelost vloeimiddel dat 6 vaccinaties van 0.3 ml mogelijk maakt.

Het opgelost vaccin blijft 6 uur bij een temperatuur van  $2$  tot  $30^{\circ}\text{C}$  toedienbaar.

D. Voorbereiding van het Moderna-vaccin

De vaccinerende arts, die de vaccinatie uitvoert of coördineert, neemt de SOP's over: het vaccin flesje wordt door hem uit de koelkast gehaald ( $2$  tot  $8^{\circ}\text{C}$ ), wordt 15 minuten aan kamertemperatuur blootgesteld en binnen de 12 uur wordt de vaccinatie aangevat.

Geen enkele oplossing is nodig, elke flesje van 5 ml maakt 10 vaccinaties van 0,5 ml mogelijk.

Onmiddellijk na het openprikken moet de inhoud van het flesje binnen de zes uur worden gebruikt. Zodra het vaccin in het spuitje zit, moet het onmiddellijk worden gebruikt. Het ontdooid Moderna vaccin is broos, het mag niet worden geschud.

E. Voorbereiding van het Astrazeneca-vaccin

De vaccinerende arts, die de vaccinatie uitvoert of coördineert, neemt de SOP's over: het vaccin flesje wordt door hem uit de koelkast gehaald ( $2$  tot  $8^{\circ}\text{C}$ ), en binnen de 6 uur wordt de vaccinatie aangevat. Geen enkele oplossing is nodig, elke flesje van 5 ml maakt 10 vaccinaties van 0,5 ml mogelijk.

Zodra het vaccin in het spuitje zit, moet het onmiddellijk worden gebruikt.

F. Organisatie van de vaccinatie in de vaccinatiecentra

De arts van de eindgebruiker, die de vaccinatie uitvoert of coördoneert, neemt de SOP's van het toe te dienen vaccin over.

De te vaccineren kandidaat dient zich met de vaccinatiecode in het hem toegewezen vaccinatiecentrum aan, draagt een chirurgisch masker, ontsmet zich de handen en leeft de barrièrehandelingen na.

De vaccinerende arts heeft vooraf de te vaccineren kandidaat geïnformeerd en zijn instemming ingewonnen, overeenkomstig de SOP's.

Het aantal kandidaten die zich willen laten inenten wordt vooraf aan de ziekenhuishub waaraan het vaccinatiecentrum is gekoppeld, overgemaakt, met inachtneming van de termijnen bepaald in de SOP's.

De lijst met meubilair, informaticamaterieel en geneeskundig materiaal wordt door de artsen die in het vaccinatiecentrum met de vaccinatie belast zijn, voor aanvang van de vaccinatie bekrachtigd (zie bijlage a).

Het administratief beheer en de medische anamnese met betrekking tot, hoofdzakelijk, de potentiële contra-indicaties en de allergie-risico's gaan vooraf aan de intramusculaire injectie. Daarop volgt een 15 tot 30 minuten durend toezicht in een lokaal waar de social distancing maatregelen mogelijk moeten zijn, met toezicht op de allergierisico's.

Het invoeren van de vaccinatiegegevens in Vaccinet+ overeenkomstig het bestaand wettelijk kader wordt gevolgd door het vastleggen van de afspraak voor de injectie van de tweede vaccindosis overeenkomstig de SOP's voor elk vaccin.

G. Plaatsen waar de vaccinatie wordt uitgevoerd

De vaccinatie zal plaatsvinden in het vaccinatiecentrum dat via de afspraken tool aan de kandidaat wordt toegewezen, op basis van de postcode van de woonst van de te vaccineren kandidaat.

H. Uitnodiging

De te vaccineren kandidaat meldt zich op de afspraken tool aan na daartoe een uitnodigings schrijven te hebben gekregen via de post, gekoppeld aan een uitnodiging via e-mail of sms als deze informatie beschikbaar is.

In de uitnodiging worden zowel de code vermeld om de vaccinatie te krijgen, als twee vaccinatieplaatsen, vooraf bepaald op grond van de postcode van zijn woonst.

Via de afspraken tool kiest de kandidaat dan de plaats, de datum en de uren voor zijn vaccinatie.

Als de kandidaat niet op de uitnodiging ingaat, wordt hij doorverwezen naar volgende fases 1B dan wel 2 van de vaccinatiecampagne.

I. Communicatie en type evaluatie:

Een algemene communicatie over COVID-19, de vaccinatie en het vaccinatieproces wordt vooraf toegankelijk gemaakt voor de zorgverstrekkers in de eerstelijnszorg en de eerstelijns hulp. Deze communicatie bestaat met name uit het volgende:

- Er wordt in visuele informatiedragers en/of dialoogondersteunende tools (werkgever of federatie of groepering van verstrekkers en hun werknemers of leden) voorzien;
- de website voor COVID van AVIQ, waaronder een lijst FAQ ter beschikking van bedoelde beoefenaars;
- het organiseren van webinars en het beheer van de vragen die daar aan bod komen.

Bijlage a: Lijst van het materieel en de geneesmiddelen vereist in de SOP vaccinatie:

A. Basisuitrustingen:

- Wachtzaal met mogelijkheid tot social distancing en aanplakken van contra-indicaties
- Hydroalcoholische Gel
- Vaccinatiezaal:
  - o Bloeddrukmeter
  - o Stethoscoop
- Koelkast om geneesmiddelen te bewaren, op een temperatuur tussen 2 en 8 graden, met een geijkte temperatuurregistratie of een thermometer die 2 temperatuur opnames per dag mogelijk maakt, koelkast of lokaal achter en op slot
- Vuilniszakken en -bakken voor B1-afvalstoffen
- Vuilnisbakken voor B2-afvalstoffen, lege vaccinatieflesjes, spuit en naalden
- Vaccinatiezaal die groot genoeg is voor 2 personen, en verlucht
- Minstens 2 tafels en 4 stoelen (voldoende afstandsbewaring)
- Lopend water voor handenwassen
- Mogelijkheid tot waarborgen van de bescherming van het privé-leven
- Verzorgingswagentje met hydroalcoholische oplossingen, doekjes en ontsmettingsmiddel voor oppervlaktes
- Na vaccin-wachtzaal waar 15 minuten toezicht met inachtneming van social distancing mogelijk is

B. Informatica uitrustingen:

- Minstens 1 pc, 1 ID-kaartlezer, 1 barcodescanner en QR code-scanner, 1 printer
- Indien mogelijk WiFi verbinding, WiFi-code beschikbaar
- Toegang tot de vaccinatiesoftware "Vaccinet+"

C. Beschermende uitrusting voor het personeel:

- Chirurgisch masker
- Handschoenen
- Optioneel: Kiel, bril, of gezichtsscherm

D. Uitrusting voor de voorbereiding en de toediening van het vaccin

- Spuit van 3 ml, met een gradatie van 0,1 ml, en 18G-spuitnaald, ampullen NaCl 0.9% voor vaccinoplossing
- Spuit 1ml, gradatie met 0,1 ml en injectienaald met 23 of 25 gauge
- Kompressen,
- Alcohol-ontsmettingsdoekjes voor flesje, individueel verpakt verband

E. Uitrustingen voor de patiënten:

- Anafylactische en allergiekit met minstens 2 ampullen adrenaline 1 mg/1 ml, 2 1 ml spuiten met 1 ml gradatie, 2 naalden 18 G, 2 naalden 21 G, 2 naalden 23 G,
- Solumedrol ampullen
- Antihistaminetabletten
- Suikerhoudende dranken.
- Zuurstofsaturatiemeter (pols-oxymeter)



Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 47/17bis van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot het protocol voor de uitvoering van fase 1.a.4 van het COVID 19-vaccinatieprogramma voor volwassenen wat betreft de eerstelijnszorg.

Namen, 18 februari 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2021/30442]

**18 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 56, 57 et 58 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 20 et 87, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> février 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2021 ;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 59 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, les articles 56, 57 et 58 entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ces effets au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Art. 3.** Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

---

ÜBERSETZUNG

**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[C – 2021/30442]

**18. FEBRUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel 56, 57 und 58 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 und 87 § 3 Absatz 1, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 1. Februar 2021;

Aufgrund der am 5. Februar 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und der Ministerin für Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Anwendung von Artikel 59 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit treten die Artikel 56, 57 und 58 am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2021 wirksam.